

Congrès de Clermont-Ferrand
- 9 Décembre 2019 -
Introduction au congrès

Nous voici donc à Clermont-Ferrand pour notre 9^{ème} congrès qui se tient à un moment important de notre histoire sociale.

Le 5 décembre dernier, la mobilisation a été inédite.

Les agent-es de la Fonction publique ont massivement répondu présent-es à ce rendez-vous social.

Le secteur de l'Éducation a connu des taux de grévistes que nous n'avions pas vus depuis bien longtemps. La Fonction publique territoriale a également été très mobilisée. Une mobilisation qui a montré la hauteur de la contestation du projet de réforme des retraites du gouvernement. Un mouvement qui dit combien les attentes sont fortes pour que soient améliorées les conditions de travail et de vie de toutes et tous. Un mouvement bien loin d'une demande de statu quo comme voudraient le faire croire certains mais qui exige plus de justice sociale. D'ores et déjà des secteurs, du privé comme du public, poursuivent le mouvement de grève. Des actions que la FSU soutient.

Il s'agit maintenant d'amplifier le mouvement et de l'inscrire dans la durée. C'est pourquoi, la FSU appelle à réussir, demain 10 décembre, une nouvelle journée de mobilisations massives ! Et elle reste engagée pour poursuivre le mouvement avec l'Interpro et appellera, dans ce cadre, à d'autres journées de grève et de manifestations si le gouvernement n'entend pas. Le congrès va s'employer à préciser les suites à donner avec l'Interpro.

Le gouvernement n'a pas pris la mesure de la colère, des inquiétudes face à un avenir incertain, du malaise social qui s'exprime. Il n'entend pas la désespérance des jeunes qui ne voient pas dans notre République, les promesses d'avenir.

Depuis plus de deux ans et demi, il met en œuvre des politiques libérales qui aggravent toujours plus les inégalités et menacent la cohésion sociale. Le mouvement des Gilets jaunes est d'ailleurs un révélateur des conséquences désastreuses du libéralisme en matière de développement des inégalités et du délitement social.

Le gouvernement joue un jeu dangereux. Dangereux lorsqu'il pratique le « moi ou le chaos », comprenez-moi ou le Rassemblement National. Dangereux lorsqu'il marginalise le mouvement syndical. Dangereux lorsqu'il attise des peurs ; par exemple, quand il ne défend pas clairement les principes de la laïcité tels que la loi de 1905 les définit. Ce faisant, il prend le risque de favoriser les stigmatisations, de renforcer les replis identitaires, d'exacerber les divisions.

Autant de jeux dangereux qui favorisent la montée de l'extrême droite.

Le gouvernement a surfé pour son accession au pouvoir sur l'affaiblissement des partis politiques dits traditionnels et sur cette montée de l'extrême droite. Il a le choix maintenant. Soit il entretient le délitement social, portant alors une lourde responsabilité sur le devenir de la démocratie, soit il change la donne. Car tous les signaux sont au rouge. Les fractures comme les inégalités de notre société sont grandes et les mobilisations se multiplient. Des jeunes pour le climat aux mobilisations des personnels de santé, des pompiers aux transports, de la Fonction publique aux jeunes étudiants contre la précarité, en passant par le mouvement de grève à Radio France et les retraité-es... et aujourd'hui contre le projet de réforme des retraites.

Le gouvernement joue un mauvais jeu en voulant faire croire que le monde serait binaire. Nous avons déjà ceux qui nous expliquent que le mouvement syndical serait partagé en deux camps : les contestataires d'un côté, les réformistes de l'autre... Concept que nous réfutons toujours tant il est fondamentalement faux (et suicidaire pour le mouvement syndical). Le syndicalisme, en tout cas la FSU, sait qu'il faut tout à la fois

proposer, négocier et agir. Alors, maintenant le coup de la France coupée en deux... si c'était de l'incompétence, de la paresse intellectuelle, nous pourrions presque en sourire mais il s'agit d'une stratégie gouvernementale pour contourner les débats, jeter le trouble sur la possibilité d'alternative, diviser pour, selon la formule consacrée, mieux régner ! Il y aurait ainsi d'un côté celles et ceux qui voudraient réformer, qui regarderaient l'avenir en face, et de l'autre celles et ceux qui ne voudraient rien changer et qui vivraient dans le passé... Quelle caricature grossière ! Quelle insulte aux citoyen-nes qui n'ont jamais été autant mobilisé-es pour préparer l'avenir ! Quel mépris des organisations syndicales alors que nous ne cessons de mettre sur la table des propositions !

Soyons donc très clairs, la FSU réaffirme à ce congrès qu'elle ne veut pas du projet de réforme de retraites à point mais qu'elle exige l'ouverture de réelles négociations pour obtenir un système de retraite plus juste, plus solidaire, plus pérenne que celui que nous connaissons aujourd'hui ! Et cette réforme-là, nous y sommes prêts !

Monsieur le Président, il faut vous départir de vos certitudes et de cette obstination à penser que vous pouvez réformer contre tout le monde. Il vous faut regarder le pays tel qu'il est et le monde dans ce qui fait son humanité. Faire société, ce n'est pas additionner ou opposer des individus.

Il vous faut aussi vous départir de votre méthode de gouvernance et compter avec les organisations syndicales. Particulièrement dans la Fonction publique où la dégradation du dialogue social atteint son paroxysme. Ce n'est pas le nombre de réunions qui fait la qualité du dialogue social, mais votre capacité à entendre et à prendre en compte l'apport des organisations syndicales. Et franchement, maintenir un Conseil commun de la Fonction publique lors de la semaine du congrès de la FSU, cela révèle le bien peu de cas que vous faites du dialogue social avec nous...

Vous pouvez compter sur la détermination de la FSU pour vous obliger à changer de cap, à sortir du prisme libéral et comptable qui est le vôtre !

Plus que jamais le syndicalisme joue un rôle essentiel

Alors que nous traversons une crise où le politique est affaibli, une crise qui interroge le projet de société, nous devons examiner la distanciation que des citoyen-nes entretiennent avec les organisations politiques ou syndicales. Cela peut nous déranger parfois, mais nous devons chercher à comprendre mieux ce que disent les mouvements qui se développent en dehors de nous. Nous devons penser mieux les évolutions du syndicalisme, chercher à le rendre plus audible, plus crédible, plus efficace encore ; travailler sur les évolutions du rapport des personnels aux métiers, au travail, leur rapport au syndicalisme, chercher à mieux connaître leurs attentes.

La FSU voit bien les difficultés que rencontrent aujourd'hui le syndicalisme et les militant-es sur le terrain. C'est pour en parler avec tout le mouvement syndical qu'elle s'est adressée à toutes les confédérations au mois de septembre. À ce jour seules la CGT et la CFDT ont répondu à cet appel et nous les avons rencontrées. Je ne doute pas que d'autres organisations bientôt nous répondrons aussi.

Dans cette période complexe où la division de la société comme celle du monde syndical est forte, ne perdons pas de vue l'importance de l'unité syndicale. Pas par posture. Pas parce qu'il suffirait d'être ensemble pour croire que les revendications seraient mieux portées, que l'action serait plus facile... mais parce que plus que jamais, il faut d'abord chercher ce qui rassemble avant ce qui divise. L'unité donne confiance aux salarié-es dans la légitimité des revendications et dans la possibilité de gagner. Elle enrichit aussi les débats, permet de rassembler les intelligences collectives, les forces pour créer le nécessaire rapport de force afin de peser sur le cours des choses.

Oui, plus que jamais le syndicalisme est utile à notre société.

Il sert à penser le monde, à donner du sens au vivre ensemble, à faire vivre des valeurs et principes : égalité, fraternité, solidarité, laïcité... il permet de lutter contre les discriminations, le racisme, les inégalités... il vise à donner une place à chacun-e dans la société, quels que soient son origine, ses conditions sociales, ses croyances ou convictions, ses choix d'orientation sexuelles... Il permet de faire du lien entre les générations, entre les citoyen-nes, entre les territoires aussi... partager, débattre, décider ensemble... Le syndicalisme est un des piliers de notre démocratie.

Bref, le syndicalisme contribue à la création d'un destin commun et fait de l'avenir de l'humanité l'enjeu essentiel. C'est bien ce projet de société que porte la FSU.

Car sans le mouvement syndical, qui aujourd'hui porterait la voix des salarié-es, des agent-es, des chômeur-e-s, des étudiant-es, des retraité-es ? Qui porterait leurs revendications devant le patronat, les employeurs de la Fonction publique, le gouvernement ? Qui poserait les débats du monde du travail ? Les questions d'inégalités entre les femmes et les hommes ? Qui mettrait sur le devant de la scène les questions de conditions de vie ? Qui accompagnerait et défendrait les salarié-es au quotidien ?

Et le syndicalisme est utile pour défendre, les droits et libertés de chacune et chacun. Ainsi, la FSU a toujours pris ses responsabilités en ce qui concerne l'extrême droite. Elle a contribué à la création du Comité de lutte et de vigilance contre l'extrême droite, avec la CGT, la LDH et les organisations de jeunesse. Elle a toujours appelé à ce que les citoyen-nes ne donnent pas leurs voix à l'extrême droite.

La FSU a toujours milité pour les droits les plus élémentaires comme celui de revendiquer et de manifester. La répression policière est montée d'un cran ces derniers mois. L'ONU s'en est même émue, demandant l'ouverture d'une enquête sur les violences policières recensées. La FSU l'a dénoncée ainsi que l'utilisation de certaines armes. Elle a appelé à une charte déontologique pour une police républicaine.

Redisons à ce congrès que la FSU soutient celles et ceux qui sont victimes des violences policières et de la répression.

Voilà, cher-e-s camarades, à quoi sert le syndicalisme.

Si beaucoup préfèrent regarder la faiblesse du mouvement syndical se délectant du faible taux de syndicalisation, du peu de victoires obtenues ces derniers temps, des difficultés à mobiliser massivement... le 5 décembre a dû les rassurer ! Le mouvement syndical a de la ressource ! Et malgré la déconsidération dont il est victime, il vient de faire une belle démonstration de sa capacité à rassembler massivement et à faire entendre que d'autres choix sont tout autant urgents que possibles !

Nous allons à ce congrès, tout au cours de nos débats, à travers notamment nos quatre thèmes, débattre et préciser notre projet syndical pour la période qui s'ouvre, car c'est bien l'avenir qu'il nous faut préparer.

Nous voulons vaincre les inégalités

Le monde n'a jamais produit autant de richesses pourtant les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de grandir. La moitié de la richesse mondiale est détenue par 1% de la population de notre planète. En France, la 7^{ème} puissance du monde, 10% des français touchent 6,7 fois plus que 10% des plus pauvres (source Observatoire des inégalités).

Une course aux profits qui met en péril l'avenir de la planète. L'humanité traverse une crise climatique et environnementale qu'elle n'a jamais connue : multiplication d'événements météorologiques graves, disparition d'espèces vivantes, pollutions... Il s'agit d'une remise en cause de notre écosystème, de modifications profondes des conditions de vie. *"Pas besoin de faire de catastrophisme : la situation est catastrophique"* dit Jean JOUZEL qui invite à mettre en œuvre sans délai les actions nécessaires. René DUMONT, un des précurseurs de la prise de conscience des enjeux environnementaux, disait « *une croissance*

indéfinie est impossible, nous n'avons qu'une seule Terre, mais une civilisation du bonheur est possible. Les solutions existent, mais l'opinion les ignore car les structures actuelles et les détenteurs du pouvoir économique et politique s'y opposent ». Ce qui a changé depuis, c'est que les solutions sont mieux connues. Les scientifiques, dont les climatologues, ont joué leurs rôles. Le premier rapport du GIEC en 1990 a été éclairant. Et le dernier rapport sur les océans, comme celui de l'ONU sur la biodiversité, sont tout aussi instructifs.

Mais les États ne jouent pas leur rôle. L'Accord de Paris, certainement le plus sérieux que nous ayons obtenu, a fixé des objectifs pour maintenir le climat sous les 2 degrés voire 1,5 degrés. Mais ils ne sont pas respectés puisque les États ne mènent pas les politiques d'adaptation nécessaires pour y parvenir. Et le retrait des États-Unis de cet accord n'a pas été un bon signal. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a exhorté la COP25 à choisir entre « *l'espoir d'un monde meilleur ou la capitulation* ». Mais comment peut-on poser cette question ? Nous n'avons plus le choix. Les gouvernants ont le devoir de prendre les mesures qui s'imposent de manière urgente pour offrir un monde meilleur !

Et loin de nous, l'idée de renoncer. Il est encore possible de réussir à sauver la planète... et l'humanité. Pour cela, un changement de paradigme s'impose. Il faut revoir le mode de développement, de production et de consommation de nos sociétés. Mais changer de comportement est plus facile pour certains pays et certaines personnes que pour d'autres... Les conséquences du dérèglement climatique ne touchent pas de la même manière tous les individus ; les populations ne sont pas à égalité devant les problèmes de l'eau, de l'énergie... C'est pourquoi, nous avons raison d'affirmer qu'il n'y aura pas de transition écologique possible sans justice sociale, sans des évolutions du monde du travail, sans redéfinir les rapports entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Fin du monde, fin du mois, même combat !

Notre chance est qu'aujourd'hui, l'avenir de la planète est une préoccupation majeure des jeunes et d'un nombre croissant de citoyen-nes. La FSU, engagée depuis toujours dans ce combat y reste pleinement investie avec nombre d'organisations, d'associations et d'ONG. Le mouvement pour la justice climatique doit grandir encore. Il nous faut multiplier les campagnes, faire connaître mieux les alternatives pour réussir cette transition.

Et franchement, le clivage syndical sur un tel sujet est d'une énorme stupidité tout autant qu'il est contre-productif. Il est grand temps, puisque nous parlons le même langage, que nous parlions et agissions ensemble !

D'autant que pour réussir la transition écologique, tous les secteurs, du privé comme du public, doivent se mettre en mouvement. De la rénovation énergétique à l'agriculture paysanne, des transports à la culture, de l'Éducation (et bien sûr de l'enseignement agricole public) à la santé, de la Recherche au logement, des services de l'eau à l'aménagement du territoire... Et le rôle des agent-es de la Fonction publique est déterminant dans ce combat car l'État avec les collectivités territoriales ont un rôle primordial dans cette transition.

Nous voulons redonner du sens au travail

Le travail est au cœur des préoccupations et des tensions de notre société. Sur les 9 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, chiffre en augmentation, beaucoup sont des travailleur-es. Et si certains veulent faire croire que le problème du chômage est derrière nous, c'est un mensonge car il y a encore 8 millions de chômeur-es. Régulièrement, les sondages montrent que les français se sentent menacés par le déclassement, l'accroissement de la précarité... qu'ils sont fragilisés par le mal-vivre, le sentiment de vivre moins bien que les générations précédentes. Une insécurité sociale couplée avec un réel développement du « mal-emploi ». Une dégradation bien connue dans le privé comme dans le public et qui va s'aggraver avec la *loi de transformation de la Fonction publique* qui invite à développer encore plus le recours au contrat (qui

concerne déjà aujourd'hui près d'un-e agent-e sur cinq). Un choix qui va placer encore plus de personnes dans la précarité.

Une dégradation dans la Fonction publique due aussi au fameux « management ». La FSU n'a cessé de le dire : importé du privé, il ne correspond ni à la culture professionnelle, ni aux modes de travail qui sont ceux de la Fonction publique. Ce « management » tend à transférer les responsabilités vers les individus au lieu de privilégier les cadres collectifs de travail pourtant primordiaux et essentiels dans les services publics. A cela s'ajoutent injonctions contradictoires, empilement de missions, intensification du rythme de travail, mise en concurrence des personnels... et des réductions d'emplois, des restructurations de services... autant de facteurs de dégradation des conditions de travail et de dysfonctionnement des services.

Pas étonnant que le travail, les métiers perdent de leur sens... Un mal-être au travail préjudiciable aussi aux usager-es dans les services publics. Ce qui renforce alors la souffrance des agent-es comme l'expriment les mobilisations dans les hôpitaux. Une souffrance qui conduit parfois au pire comme ce fut le cas récemment pour notre collègue Christine Renon à qui nous rendons hommage comme nous rendons hommage à toutes celles et ceux qui ont été amené-es à ce geste ultime et dramatique.

Dans ce contexte, comment ne pas être en colère face à la suppression des CHSCT ? Sans compter l'absence d'une politique de prévention qui permettrait d'économiser environ 4 milliards que nous pourrions investir ailleurs comme par exemple dans la protection sociale.

Car après la loi Travail, c'est le tour de la Fonction publique. Contre l'avis unanime des organisations syndicales représentatives, le gouvernement a promulgué cet été la loi *de transformation de la Fonction publique* qui met fin au CHSCT en les fusionnant avec les CT et prive les CAP des compétences tant sur la mobilité que la carrière, favorisant l'opacité contre la transparence et le respect des droits de chacun-e dans le cadre général. Des dispositions qui ne permettent plus de représenter et d'accompagner les personnels dans leurs difficultés sur le plan professionnel comme personnel. Cela va les éloigner de leurs représentant-es des personnels et des organisations syndicales, et va éloigner celles-ci de la gestion des services. Sans ces instances comment prévenir, accompagner mieux, réparer et identifier les responsabilités des employeurs ? Alors, qui y gagne ? De toute évidence pas les agent-es. Mais pas l'Administration non plus car l'expertise des représentant-es des personnels, leurs connaissances du fonctionnement des services, leur lien et leur proximité avec les agent-es sont précieux pour garantir un bon fonctionnement des services.

Il nous faut, dès ce congrès, prendre la mesure, de ces modifications dans les instances consultatives. Cela nous oblige à travailler ensemble pour voir comment continuer d'accompagner, mais autrement, les personnels. Car s'il y en a qui pensent qu'ils vont décourager les syndicalistes que nous sommes de jouer tout notre rôle avec les personnels, ils se trompent ! Nous ne nous laisserons pas faire. Nous l'avons dit le 3 octobre 2018 : « *Pour le respect de nos droits, Pas touche aux CAP et CHSCT* » et je vous le dis, la bataille n'est pas terminée !

Et parce que nous avons le travail à cœur, nous voulons que soient améliorées les conditions de travail, reconnus les qualifications et l'engagement professionnel des agent-es. La Fonction publique est riche de plus de 500 métiers, de plus de 5 millions d'agent-es compétent-es, qualifié-es, « *fier-es des services publics* » et « *engagée-es au quotidien* », comme le disent nos slogans, pour assurer partout des services publics de qualité, y compris dans des conditions bien difficiles. Sans eux, sans ces efforts permanents, sans leur capacité d'initiative, notre pays irait bien plus mal ! Il n'est plus supportable qu'il leur soit rendu hommage qu'en cas de catastrophes.

Depuis son congrès de Clermont-Ferrand, la FSU interpelle à nouveau le gouvernement : nous exigeons une augmentation des salaires de toutes et tous les agent-es ! Et monsieur le Ministre, pas la peine de nous parler de salaires au mérite, nous exigeons des mesures générales car nous le méritons toutes et tous !

Nous voulons un système de retraite de haut niveau pour toutes et tous, un point c'est tout !

Il y a une bonne nouvelle... Nous vivons plus longtemps. Cela devrait conduire à garantir que cet allongement de la durée de vie se fasse en bonne santé et dans de bonnes conditions de vie. Et donc d'élaborer des budgets pour lutter mieux contre les maladies liées au vieillissement, prendre mieux en charge la perte d'autonomie... Mais, le postulat du gouvernement est de « contenir » les dépenses. Alors, une fois de plus, ne partant pas des besoins mais des moyens, le débat se cornérise et la bonne nouvelle se transforme en obstacle.

On nous ressort le fameux : « *on vit plus longtemps donc il va falloir travailler plus longtemps* ». Comment, alors que nous sommes de plus en plus nombreux, que nous vivons de plus en plus longtemps, ne pas parler de l'organisation du travail, du temps de travail ? Comment ne pas parler des recettes à trouver pour consacrer les gains de productivité nécessaires au départ en retraite en bonne santé ? Le dernier rapport du COR explique très bien que le problème du système de retraites, ce ne sont pas les dépenses mais le manque de recettes. Et il épingle d'ailleurs la Fonction publique en ciblant la baisse des effectifs et le gel de la valeur du point d'indice comme responsables majeurs des problèmes de financement à venir.

Une Fonction publique bien peu exemplaire en matière de concertation sur cette réforme des retraites. Car finalement, à part les discussions qui ont eu lieu avec le Haut-commissariat à la réforme des retraites, côté gouvernemental, il ne se passe pas grand-chose. Pourtant, le gouvernement reconnaît lui-même qu'il a un problème avec les fonctionnaires. Et oui, fin des six derniers mois égale baisse mécanique du niveau des pensions ; à cela on ajoute les primes... Quelles primes ? Pour beaucoup, dont les agent-es de catégories C et les enseignant-es, elles n'existent pas... Surprenant de maintenir une réforme quand on sait, avant même qu'elle soit formalisée dans un projet de loi, qu'il faut en corriger les effets. Quand on avoue que cette réforme n'est pas bénéfique puisqu'on la reporte pour les générations à venir... Que d'ailleurs, il convient de sortir certains (police, armée...) de ce futur système universel...

Et il est vrai que pour les enseignant-es, nous atteignons des sommets... Le Président annonce le 25 avril dernier la nécessité de revaloriser les enseignant-es... mais depuis... le Ministre nous promet des discussions en début d'année 2020 mais nous le prévenons dès à présent : Monsieur le Ministre, nous voulons parler salaires, et pas compensations pour votre système de retraite. Le retard accumulé par les enseignant-es sur le sujet est insupportable et Monsieur le Ministre c'est sans contrepartie ! Et nous le redisons à ce congrès, la FSU veut gagner la bataille des retraites pour tou-tes les agent-es, une revalorisation salariale pour toutes et tous.

Quant aux retraité-es, faut-il redire qu'ils ne sont donc pas un coût pour la société mais des citoyen-nes qui participent du vivre ensemble et de la cohésion sociale ? Or, aujourd'hui un-e retraité-e sur dix vit au-dessous du seuil de pauvreté... Rappelez-moi, 7^{ème} puissance du monde... La FSU agit, et saluons, ensemble, le travail mené par les retraité-es, dans le cadre de l'intersyndicale des 9 pour imposer les mesures permettant d'assurer à tous les retraité-es un niveau de vie décent, l'amélioration de leur pouvoir d'achat, la revalorisation des pensions, un meilleur accès aux services publics. Les retraité-es peuvent compter sur la FSU pour porter ces revendications.

Nous voulons l'égalité entre les femmes et les hommes

Les femmes font particulièrement les frais des inégalités. L'écart salarial est de 19% dans la Fonction publique. Elles se voient plus que les hommes imposer les emplois précaires et les temps partiels. Les obstacles sont importants pour dérouler des carrières identiques à celles des hommes. Et les représentations ont la vie dure. Bien souvent, reconnaissance et confiance dans la capacité des femmes à assurer le même travail que les hommes ne sont pas au rendez-vous... Des inégalités qui se répercutent évidemment sur le niveau des pensions. Et ce n'est pas le projet de réforme des retraites qui va améliorer les choses.

Pour combattre ces inégalités, la FSU a toujours porté deux exigences : reconnaissance de la place des femmes dans la société et égalité professionnelle. C'est pour cela que la FSU a signé l'accord relatif à *l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique* et qu'elle s'investit maintenant pour lui donner réalité. Avec un guide de la FSU fort utile à tous y compris à l'Administration...

Quant aux questions de société, la FSU les investit depuis toujours. Qu'il s'agisse du droit à l'avortement, de la lutte contre les stéréotypes et représentations sociales, contre les violences sexistes et sexuelles, le harcèlement... Si nous pouvons nous réjouir de la très forte mobilisation du 23 novembre dernier, nous ne pouvons qu'être déçus du résultat du *Grenelle pour lutter contre les violences conjugales* organisé par le gouvernement...

Alors ne relâchons pas nos efforts. Poursuivons nos actions : pour l'éducation à l'égalité entre les filles et les garçons ; pour lutter contre les féminicides ; pour exiger que l'État joue son rôle de prévention. Le fait que la Ministre de la Justice ait dû reconnaître qu'il n'est pas donné suite à 80% des plaintes déposées par les femmes ne doit que nous encourager à poursuivre ce combat.

Ces enjeux ne sont pas une affaire de femmes mais ceux de la société toute entière !

Et faisons porter nos efforts aussi dans notre propre fédération. Regardez ce qui s'est passé avec les congrès départementaux préparatifs à notre congrès. Il y avait 43 % d'hommes pour 57 % de femmes. À l'arrivée à ce congrès : 54 % d'hommes pour 46 % de femmes... Nous avons donc aussi du travail chez nous... C'est le sens de la présentation des modifications statutaires. C'est aussi l'enjeu d'une préparation fédérale du 8 mars prochain.

Nous voulons que tous les jeunes puissent savoir ce que signifie réellement le mot égalité

L'origine sociale pèse trop sur la vie des jeunes et leur avenir, sur leurs parcours scolaires, jusque dans leurs études supérieures pour celles et ceux qui y accèdent. Aujourd'hui encore, les enfants de cadres supérieurs sont 2,9 fois plus nombreux que les enfants d'ouvriers dans l'enseignement supérieur. 100 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif sans qualification ni diplôme.

Et si la professionnalité et la conscience des personnels ont permis d'améliorer la situation et d'élever le niveau de formation, les inégalités perdurent et restent insupportables.

Des voix de sirènes appellent au bon sens et au simplisme, prétendant qu'un minima scolaire suffirait à certains jeunes pour s'en sortir et que l'apprentissage réglerait tout.

Mais non, nous n'en rabattons pas sur l'exigence d'émancipation et de réussite de tous les jeunes ! Tous les jeunes sont capables de réussir si le système éducatif s'en donne l'objectif et les moyens. C'est juste socialement, c'est indispensable au regard de la complexité du monde et des défis à relever. L'évolution culturelle, technologique, celle des besoins de la population, des métiers et du travail, l'exigence de démocratie, l'émergence de nouveaux métiers... nécessitent de faire de l'éducation et de la formation une priorité. Et il ne faut pas mentir ni aux jeunes ni aux familles, le diplôme reste protecteur face à l'avenir. Le taux de chômage des non diplômés est 3,7 fois plus élevé que celui des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

C'est parce qu'elles ne répondent pas à ces exigences que la FSU a eu raison de dénoncer la loi de l'école de la confiance, la réforme du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, et le tout apprentissage contre l'enseignement professionnel public.

Pour la FSU, la lutte contre les inégalités implique des efforts sur la mixité sociale et scolaire, les conditions de scolarisation, les effectifs par classe, la formation initiale et continue des enseignant-es et de tous les personnels, le développement de la recherche... autant de mesures qui se font attendre...

Il est indispensable d'aider mieux les jeunes des milieux les plus défavorisés à réussir à l'École. Mais alors que nous sommes à la moitié du quinquennat, le Ministre de l'Éducation nationale, qui a pourtant ouvert bien des chantiers au point d'en donner le tournis à tous les personnels, n'a pas pris le temps de traiter de l'Éducation prioritaire ! Visiblement la politique du *en même temps* ne vaut pas pour tous !

L'État n'assume pas sa responsabilité de garantir une formation et une qualification à tous les jeunes. Il a pris une mesure trompeuse dans la loi *École de la confiance* en parlant de droit à la formation à 16 ans. Un droit n'est pas une obligation. D'autant que la loi considère que ce droit est réalisé si le jeune est en emploi. La FSU propose de porter la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Ce qui laisserait plus de temps aux apprentissages et à l'orientation dans un schéma de scolarité évidemment différent de celui d'aujourd'hui.

Et l'égalité pour tous les jeunes ne vaut pas qu'à l'école. C'est la raison pour laquelle, la FSU s'oppose à l'abrogation de l'ordonnance de 45 concernant la justice des mineur-es qui serait remplacée par un Code de la justice pénale des mineur-es... Il n'est pas possible d'abandonner ainsi ces jeunes qui ont tant besoin d'aide. Un enfant délinquant est un enfant en danger, ce dont il a besoin c'est avant tout d'accompagnement ! La FSU privilégiera toujours la prévention, l'éducation sur la répression et l'enfermement !

Nous voulons, une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique

C'est pourquoi nous avons tant à cœur de défendre les services publics. Lorsque les services publics ont la possibilité de remplir toutes leurs missions, la vitalité et le développement social et économique sont assurés. La Fonction publique « *n'est ni une charge, ni un coût mais une valeur ajoutée qui représente pour toutes et tous le bien commun* », écrivions-nous dans le livre blanc de la FSU en mars 2017. Tout est dit. Ou presque car j'ajoute ce qu'écrivent Anicet Le Pors et Gérard Aschieri dans leur ouvrage **La Fonction publique du XXIème siècle** : le service public « *est aujourd'hui au cœur d'un débat de civilisation et la Fonction publique y tient une place essentielle* ». Nous sommes dans une époque où « *pour la première fois les peuples prennent conscience de leur unité de destin et que contrairement à ce que soutiennent les tenants de l'idéologie libérale, le service public et la Fonction publique ne sont pas des archaïsmes, mais ils correspondent au contraire, à ce dont le monde aura le plus besoin. Il s'agit de concepts d'avenir, ce qui justifie l'intérêt qu'il convient de porter à ces idées* ». La FSU y croit profondément. Et le syndicalisme de transformation sociale que nous portons s'inscrit pleinement dans ce projet de société. C'est le sens du dernier colloque que nous avons organisé en mai dernier pour mobiliser contre la loi Fonction publique.

Et si cette loi a été votée, nous ne nous résignons pas ! Certes les mobilisations que nous avons menées l'année dernière dans une unité totale, n'ont pas été suffisantes pour empêcher cette loi. Il est d'ailleurs tout autant regrettable qu'affligeant de voir le peu d'émotion, de voix qui se sont alors élevées contre elle...

Mais la partie n'est pas jouée pour autant ! Préparons le temps où nous pourrions revenir sur cette loi. Car oui, rien n'est jamais définitif. Attachons-nous à réhabiliter les services publics et la Fonction publique dans notre pays.

Cette bataille commence avec ce congrès !

Nous continuerons à défendre le Statut général des fonctionnaires qui n'est pas un obstacle à la nécessaire adaptation des services aux évolutions de la société ! La Fonction publique l'a prouvée et les agent-es y ont largement contribué. Le Statut, c'est l'assurance pour les usager-es d'être traité-es de manière impartiale, d'avoir accès partout à l'effectivité de leurs droits et pour les fonctionnaires d'être protégés des pressions qu'ils peuvent subir. Une digue contre les phénomènes de corruption ou de clientélisme. Un moyen d'assurer l'effectivité des principes d'égalité, d'indépendance et de neutralité. C'est à dire de défendre l'intérêt général. C'est pourquoi la FSU est fière de défendre ce Statut.

Le gouvernement portera une lourde responsabilité devant l'histoire en ayant non pas transformé mais détruit la Fonction publique. Les conséquences ne se voient pas encore toutes mais elles sont et seront toutes lourdes

de conséquences. Recrutement par contrats contre l'emploi statutaire, possibilité de rupture conventionnelle, remise en cause des instances de dialogue social, possibilité d'externaliser des missions et services... c'est tourner le dos à un modèle social, certes perfectible, mais qui fait la colonne vertébrale de notre société.

Et les collectivités territoriales, qui participent de la réduction des inégalités sur le territoire et qui, par leurs investissements dans les infrastructures sont si utiles au secteur économique, voient leurs marges d'actions restreintes alors même qu'elles s'étaient, pour certaines, engagées dans des projets lourds à long terme. C'est là une fragilisation de leur pouvoir politique, fiscal et financier. D'un côté l'État se retire peu à peu d'un certain nombre de politiques publiques, et de l'autre il contraint les collectivités territoriales... Au final, il réduit le périmètre de l'action publique. Source alors d'inégalités entre les territoires. Ce qui est particulièrement criant dans ceux d'Outre-mer.

Mais la FSU répondra toujours présente pour défendre les services publics. Ce qu'elle fait par exemple en ce moment en s'impliquant dans le vote pour le referendum contre la privatisation d'ADP avec la Convergence des services publics qui a dépassé un million de votant-es.

Il y a un débat qui pointe dans notre société auquel nous devons veiller. C'est la petite musique qui résonne contre le rôle de l'État qui serait trop contraignant, trop omniprésent, jamais là quand il faut....

Quelle chance pour un gouvernement qui justement veut réduire sa capacité d'action ! Quelle opportunité alors qu'il veut réduire la dépense publique, vendre des pans entiers de services publics au privé.... Quelle aubaine cette contestation de l'impôt plutôt que l'exigence d'une fiscalité juste quand on veut enrichir les plus riches. On peut comprendre que certain-es qui ont du mal à boucler leur fin de mois, en arrivent à rejeter l'impôt. Mais il est de notre responsabilité de poser le débat en d'autres termes. Pour nombre de citoyen-nes, il y a une confusion entre la politique menée par le gouvernement et le rôle que doit jouer l'État dans une société démocratique. Les mêmes qui parfois veulent moins d'État sont les premiers à l'interroger lorsqu'il y a une catastrophe climatique qui arrive, un problème sanitaire....

Il nous faut remettre quelques débats à l'endroit, regagner l'opinion sur l'idée que l'impôt, juste et progressif, est le meilleur moyen pour assurer collectivement à toutes et tous de vivre dignement et dans de bonnes conditions car c'est l'impôt qui permet à l'État et aux collectivités territoriales d'assurer le bon fonctionnement des services publics. Il faut réhabiliter l'idée que l'impôt peut être un outil de redistribution sociale et que pour cela une réforme fiscale est indispensable. Car il faut aller chercher les recettes là où elles se trouvent, mener une lutte sans concession contre la fraude et l'évasion fiscale (80 à 100 milliards par an soit autant que ce que rapporte l'impôt sur le revenu). La Cour des comptes elle-même dit que l'État pourrait faire plus dans la lutte contre la fraude fiscale... Oui, mesdames et messieurs les riches de ce monde qui nous faites la morale, comme disait Jules Renard « *Si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le* ».

Nous voulons enfin un monde de paix, plus juste et plus solidaire

Notre regard doit sortir de l'hexagone et regarder le monde comment il va. Nous ne réglerons pas nos problèmes, tous les défis, sans le faire de concert avec la marche du monde, en solidarité avec chacun des peuples. Bien sûr, aujourd'hui les conflits, les guerres, le terrorisme... occupent bien trop le devant de la scène internationale. Mais regardons aussi, saluons et soutenons les peuples qui se battent pour plus de liberté et de justice sociale (Algérie, Chili, Hong Kong, Liban, Irak, Iran...).

Et nous avons une obligation envers l'Europe à laquelle nous appartenons. Il nous faut davantage participer à la construction d'une Europe démocratique et sociale, d'une Europe de l'égalité et des libertés, d'une Europe qui lutte efficacement contre le réchauffement climatique. Lutter contre la montée de l'extrême droite, préférer toujours le vivre ensemble plutôt que les fractures comme celle du Brexit, nous battre toujours pour une Europe plus humaine à l'égard des migrant-es poussé-es à fuir la situation de leur pays au péril de leur vie. La FSU a non seulement dénoncé cette situation mais aussi décidé de protéger les enfants et les jeunes qui sont très

nombreux parmi ces réfugié-es. Elle a pris l'initiative d'un collectif rassemblant organisations syndicales et associations. Le guide juridique et militant pour le droit à la scolarisation de tous les enfants et notamment des élèves migrant-es est très utile à tous les militant-es.

La FSU soutiendra toujours toutes celles et ceux qui ont été poursuivi-es pour avoir apporté de l'aide aux migrant-es et elle se félicite que le délit de solidarité ait été aboli par le Conseil constitutionnel.

De son congrès, la FSU demande solennellement au gouvernement de s'engager pour une politique européenne respectueuse des droits des migrant-es obligeant tous les États d'Europe.

La FSU peut être fière du rôle qu'elle joue

Nous sommes à un moment de l'histoire de l'humanité où nous devons relever des défis décisifs. Des enjeux liés entre eux et qui appellent des réponses cohérentes et convergentes. Des enjeux qui, au lieu d'être des obstacles, doivent être des opportunités pour faire société ensemble et construire un avenir meilleur. Soyons bien convaincu-es du rôle déterminant qui est le nôtre pour préparer l'avenir.

Nous pouvons être fier-es de ce que nous faisons avancer. Notre slogan « *engagé-es au quotidien* » nous va si bien ! Nous sommes sur tous les fronts. Nous ne laissons rien passer. Nous sommes toujours capables tout à la fois de proposer, négocier et agir. Nous intervenons toujours avec pertinence dans toutes les réunions et instances où nous représentons la FSU du local au national comme des CESER au CESE.

Nous savons nous engager pour conquérir des droits pour les agent-es comme nous l'avons fait avec PPCR et le protocole pour *l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique*.

Les élections professionnelles de l'année dernière nous ont conforté. Certes nous n'avons pas atteint tous les objectifs que nous nous étions fixés, mais nous sommes une des rares organisations syndicales à bénéficier d'une progression en voix à la Fonction publique de l'État et à la Fonction publique territoriale, ce qui nous a permis d'obtenir un troisième siège au Conseil Commun de la Fonction publique. Un signe de vitalité qui est aussi la marque d'une confiance encore plus grande de la part des agent-es à les représenter, à intervenir et à agir avec eux.

Cette vitalité, nous la devons à notre fonctionnement pluraliste ancré sur nos syndicats nationaux représentants bien les métiers des agent-es, leurs attentes. Nous le devons aussi à l'engagement de nos sections départementales et régionales. À l'ensemble des militant-es que vous représentez aujourd'hui ici. Et nous avons aujourd'hui une pensée particulière pour Eugenio Bressan et Isabelle Sargeni-Chetaud.

La richesse de notre fédération est immense. Et je n'oublie pas le précieux travail de l'Institut de recherche de la FSU et celui du Centre de formation. Beaucoup de travail, de réflexions, d'imagination, d'envies... Nous devons profiter de ce congrès pour aller plus loin dans le partage fédéral de nos préoccupations, plus loin dans la construction de notre projet syndical fédéral, plus loin pour porter ensemble nos exigences communes, plus loin pour conforter la FSU et lui donner encore plus de visibilité et de force.

Notre FSU est utile dans notre secteur de la Fonction publique (et la Fonction publique c'est l'État et la territoriale) ; elle est indispensable au mouvement syndical et social ; elle est essentielle à l'avenir de notre société.

La période qui s'ouvre a besoin de la FSU !